

Christian SAUTTER

L'ELITISME REPUBLICAIN

Que l'école finlandaise est jolie ! C'est ce que nous démontrent une paire de sociologues, aussi célèbre que le couple Bourdieu-Passeron, dans « L'élitisme républicain » (Christian Baudelot et Roger Establet, République des idées 2009). Fuyant les abstractions en chambre qui passionnent trop de leurs collègues, ils exploitent les comparaisons internationales de niveaux scolaires, plaçant la Finlande, de loin, en tête.

En 2006, comme en 2000, la performance française n'est pas terrible : 17^e sur 29 pays de l'OCDE en compréhension de l'écrit, 18^e sur 30 en mathématiques et 19^e sur 30 en culture scientifique. La tentation française est de casser le thermomètre qui n'annonce pas la chaleur souhaitée, comme l'on dénigre le classement de Shanghai qui humilie nos universités. Malheureusement, ces enquêtes PISA, qui suivent 5000 élèves de quinze ans dans chaque pays, sont vraiment sérieuses. Il y a donc un problème de fond pour expliquer le fossé qui nous sépare de pays aussi divers que la Finlande, la Corée du Sud, le Canada et l'Australie. D'un ouvrage foisonnant, on peut dégager quatre raisons.

Premièrement, nous n'avons pas le même critère de l'excellence scolaire. La France privilégie l'acquisition des connaissances. La comparaison internationale mesure les aptitudes pour mener une vie d'adulte autonome. Il ne suffit pas de savoir lire et écrire, il faut aussi savoir réfléchir pour se débrouiller dans la vie : comprendre le monde, assurer son développement personnel et participer pleinement à la vie collective. C'est la différence entre les têtes bien pleines et les têtes bien faites.

Deuxièmement, cette moyenne plus que moyenne dissimule des écarts exceptionnels. « Nous avons la meilleure école du monde pour la moitié des élèves et la pire pour l'autre moitié. » Depuis l'origine de l'instruction publique, obligatoire et gratuite, les auteurs affirment que l'ambition a été de dégager une « élite républicaine », plutôt que d'élever le niveau scolaire de chacun. Et tout est organisé pour que cette élite se reproduise de génération en génération. Les enfants d'enseignants y tiennent une place de choix, aux côtés des enfants des couches les mieux éduquées. Bourdieu et Passeron avaient déjà souligné le phénomène dans leur ouvrage de 1964, « Les héritiers », qui avait fait un beau scandale. Ils expliquaient que tout était organisé pour avantager les familles à haut « capital culturel », dont une mesure est le nombre de livres accessibles

dans le foyer familial. La France est le pays qui donne le plus de travail à la maison et qui bourre le plus le crâne des chers enfants de connaissances d'une complexité inutile : c'est le syndrome de « La Princesse de Clèves », dont je n'ai pu achever la lecture soporifique. Le clivage n'est pas fortuit entre « grandes écoles », qui attirent les enfants de l'élite républicaine et universités qui doivent se contenter du reste.

Troisième raison, l'indifférence réelle de notre société aux élèves qui démarrent dans la vie avec le « capital culturel » le plus faible, les enfants d'ouvriers, d'employés et les gosses d'immigrés. Les enquêtes démontrent que le redoublement, une originalité française, ne fait qu'enfoncer les élèves en difficulté. Et aussi la pratique d'orienter précocement les enfants dans des filières hiérarchisées, même si le ministre Haby a institué le collège unique, il y a trente ans. Au couple redoublement-classement, les pays les plus performants substituent un suivi personnalisé des enfants, un accompagnement à l'école qui remet à niveau en langue nationale, qui remplace l'aide qu'ils ne peuvent trouver chez eux et qui permet de passer ces années difficiles que tout adolescent traverse.

La quatrième raison n'a rien à voir avec les programmes, les méthodes pédagogiques ou les enseignants qui font ce qu'ils peuvent ; c'est le quartier du collège, ce que les auteurs appellent la ségrégation spatiale. Une enquête française distingue 8% de collèges excellents, fréquentés à 50% par des élèves d'origine favorisée ; 26% de collèges moyens, desservant une classe sociale moyenne ; 14% de collèges en retard ; 32% de collèges à dominante ouvrière ; 13% de collèges défavorisés et 7% de collèges très défavorisés. Dans ce cinquième des établissements à problèmes, la proportion d'élèves en retard est importante, celle d'élèves d'origine étrangère aussi et les résultats à l'évaluation de 6^{ème} sont très inférieurs à la moyenne.

Le film « Le jour de la jupe » nous fait découvrir un de ces collèges en déréliction. Isabelle Adjani est une jeune enseignante qui doit faire jouer « Le bourgeois gentilhomme » à une classe d'adolescents, dont les garçons sont d'une agressivité physique impressionnante et dont les filles dissimulent leur timidité derrière un langage incroyablement ordurier. Nous sommes au cœur de ce que l'on appelle pudiquement « la diversité » qui est, en fait, un kaléidoscope ethnique. La jeune femme récupère son autorité quand elle trouve un revolver et oblige le propriétaire de l'objet, un vrai sauvageon aurait dit Chevènement, à dire que Molière s'appelait Jean-Baptiste Poquelin, en lui braquant l'arme sur la tempe. Tout finit mal, évidemment, dans ce collège où le principal est une loque, les autres enseignants des braves gens, certains des policiers des brutes dont le comportement rappelle des attitudes odieuses à l'égard des indigènes durant la guerre d'Algérie.

Que faire ? La solution, la plus simple et, hélas, la plus probable, est de ne rien faire sauf de belles déclarations à la télévision dénonçant les casseurs des banlieues ou louant les quelques surdoués qui pourront rejoindre Sciences Po, leur intelligence exceptionnelle palliant leur manque de « capital culturel ».

On peut aussi aggraver la situation en supprimant la carte scolaire qui impose de mettre son enfant dans le collège le plus proche. Les parents au capital culturel élevé sont devenus experts pour inscrire leur enfant dans un bon collège éloigné. Supprimer toute contrainte ne pourra qu'amplifier l'exode et concentrer les élèves difficiles dans certains collèges. Pourquoi est-ce insupportable de constituer des ghettos de cancre comme il existe des ghettos de surdoués ? Parce que ces jeunes en perdition scolaire ont de fortes (mal)chances de devenir des criminels de la drogue, ou des êtres violents qu'il faudra emprisonner, ou des adultes avachis qui vivront de l'assistance publique.

Une démocratie, qui se prétend en plus la mère des droits de l'homme, ne peut abandonner un cinquième de ses citoyens, dépourvus de formation de base. Mais le défi n'est pas mince car il faut agir sur tous les fronts en même temps.

D'abord, évaluer. Autant je suis opposé aux statistiques selon la religion et la couleur de peau, autant il est nécessaire de distinguer les enfants étrangers ou les enfants français dont un parent au moins est étranger. C'est la base de l'indispensable discrimination positive.

Puis, réformer les programmes pour laisser plus de temps à l'expression des talents personnels : le potentiel de créateurs d'entreprises est important dans les banlieues et point n'est besoin de sortir d'une grande école pour réussir.

Et concentrer réellement des effectifs importants en enseignants chevronnés, en surveillants de qualité, en chefs d'établissement qualifiés dans les écoles à problèmes. C'était ce que voulait faire Alain Savary, il y a vingt-cinq ans, en créant les « zones d'éducation prioritaires ». Mais on a multiplié les ZEP sans jamais y mettre le paquet budgétaire adéquat.

Et enfermer dans des établissements pour mineurs les caïds qui empoisonnent la vie des quartiers.

Enfin, bouleverser la ville, rien de moins. Les pionniers y sont parvenus : Hubert Dubedout à Grenoble, Gilbert Bonnemaïson à Épinay, Joxe qui a créé les « sous-préfets ville », avec pleins pouvoirs théoriques sur « les quartiers ». Mais ensuite, la « politique de la ville » s'est dissoute dans le saupoudrage, les ravalements de façades, les cloisonnements administratifs, la déclamation inefficace. Il faut mettre fin à la fatalité de la « ségrégation spatiale » en améliorant le logement, le cadre de vie, les transports, les services publics (poste, santé, police de proximité).

Pourquoi ne pas sélectionner un quartier par département et y concentrer tous les moyens nécessaires ? Des maires seraient volontaires

et les populations seraient soulagées, qui s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants. Le Président de la République a esquissé une « opération d'intérêt national » pour créer une « Silicon Valley » sur le plateau de Saclay. Si l'autorité de l'État peut faire naître des technopoles, pourquoi ne pas la mobiliser pour transformer des ghettos en quartiers bons à vivre ?

Christian Sautter

1^{er} mai 2009